

europa métropoles newsletter

AGENDA

15 novembre 2005

Workshop du Comité des Régions à Bruxelles intitulé: Les régions stimulent la Stratégie de Lisbonne. Les représentants des gouvernements locaux et régionaux partageront leurs expériences dans l'application de la stratégie de Lisbonne.

28-29 novembre 2005

Première Conférence annuelle de la "Campagne européenne pour l'Énergie durable" à Bruxelles. Cette première conférence offre aux acteurs du domaine de l'énergie la possibilité de partager leurs expériences sur les possibilités de mise en œuvre d'énergies durables en Europe. Des représentants des institutions européennes mais aussi des secteurs privés et publics seront présents.

02 décembre 2005

Europe Métropoles organise dans l'auditorium de l'ENA, Paris 7^e un séminaire sur le thème : "Elus et agents territoriaux : quelle place pour les Partenariats Publics Privés dans la gouvernance locale ?" Ce colloque réunira des élus locaux, des fonctionnaires territoriaux, des représentants des pouvoirs publics, des spécialistes de financements français et européens afin qu'ils puissent appréhender les divers paramètres qui modifient l'action financière locale au quotidien.

SOMMAIRE

Editorial	1
19 mesures pour l'innovation et la recherche	1
Le dossier du mois	2
Activités du réseau	3
Ils ont dit	3

NUMERO 2

NOVEMBRE 2005

Editorial

Politique de cohésion : le temps presse

Situation paradoxale dont l'Union européenne est coutumière: au moment, le 13 octobre, où Margot Wallström, vice-présidente de la Commission chargée des Relations institutionnelles et de la stratégie de la communication, présentait le plan D de la Commission – pour Démocratie, Débat et Dialogue –, l'ordre importe peu! -, le Comité des Régions, le même jour, mettait en garde les institutions européennes contre la tentation de "détricoter" la politique de cohésion, faute de perspectives financières à hauteur des enjeux. Ainsi, Bruxelles, qui a connu d'autres contradictions, résonnait de deux sons de cloche: d'un côté, la résolution de Mme Wallström - "Notre attention devrait être portée sur les politiques qui concernent la vie des citoyens" - et, de l'autre, l'inquiétude des acteurs de la politique régionale s'exprimait par la voix de Peter Straub: " *La coopération territoriale, interrégionale et transfrontalière ne devrait pas faire l'objet de réductions budgétaires substantielles ni être une monnaie d'échange dans les négociations budgétaires*".

Croissance : 19 mesures pour l'innovation et la recherche

Principale cause de la faiblesse de la croissance européenne : les investissements de l'Union européenne dans la recherche sont inférieurs de près d'un tiers à ceux des États-Unis. Parallèlement, la Chine et l'Inde sont en train de devenir rapidement des centres de recherche et d'innovation de premier ordre à l'échelle mondiale. En Chine, l'investissement dans la recherche progresse de 20 % par an. La Commission a présenté, le 12 octobre, un plan d'action intégré qui préconise la réaffectation des

Pour enfoncer le clou, le président du Comité des Régions a réaffirmé la demande des villes et des régions afin d'aboutir, dans l'enveloppe des perspectives financières, à "un budget accru pour la coopération pour la période 2007-2013". Gerardo Galeote, député européen qui préside la Commission du Développement régional du Parlement européen, a défendu avec la même énergie le rôle des régions et des villes dans ce bras de fer avec le Conseil, enclin à réduire les fonds structurels et à les attribuer avec parcimonie. " *Nous devons recentrer les fonds aux États les plus pauvres*", a assuré John Prescott, vice-premier ministre britannique. Selon lui, les États membres les plus riches devraient financer leurs programmes régionaux "sur leurs budgets domestiques". Si tel était le cas, on peut parier que le débat souhaité par la Commission tournerait court. Les disparités les plus criantes ne se développent-elles pas au sein même des métropoles, des grandes communautés urbaines?

aides d'État, une plus grande efficacité de la protection de la propriété intellectuelle, la mobilisation de fonds supplémentaires pour la recherche, la création de pôles d'innovation et l'amélioration des partenariats entre les universités et l'industrie. " La meilleure des stratégies ne sert toutefois pas à grand-chose si les États membres n'apportent pas les fonds nécessaires pour la réaliser ", a regretté Günter Verheugen, vice-président de la Commission chargé des Entreprises et de l'industrie.

Le dossier du mois

L'Annuaire statistique 2005 des disparités européennes

Eurostat a publié, le 13 octobre, une nouvelle édition de l'annuaire statistique qui couvre les 254 régions des 25 États membres de l'UE, ainsi que les 14 régions de la Bulgarie et de la Roumanie. Cette édition inclut cette année un chapitre sur les statistiques urbaines.

Niveaux d'éducation les plus élevés à Inner London et dans le Brabant Wallon

Près d'un habitant sur deux âgé entre 25 et 64 ans dans la région de Inner London au Royaume-Uni avait atteint un niveau d'études supérieures en 2002. Le Brabant Wallon en Belgique occupait la deuxième place avec une proportion de 41,6%.

Dans les régions de Berkshire, Buckinghamshire & Oxfordshire (37,4%), Outer London (37,0%), North Eastern Scotland (36,4%) et Eastern Scotland (35,2%) ainsi que Surrey, East & West Sussex (35,5%) au Royaume-Uni, de

Bruxelles/Brussels (37,3%) en Belgique, d'Etelä-Suomi (35,9%) en Finlande, de Stockholm (35,1%) en Suède et de l'Île-de-France (35,0%) en France, les proportions étaient toutes égales ou supérieures à 35%.

La plus faible proportion de la population ayant atteint un niveau d'études supérieures était observée à Madère au Portugal (5,1%), suivie des régions des Açores (5,2%), Algarve (6,8%), Norte (7,2%) et Centro (7,9%) au Portugal.

« à Umea, en

Suède, plus de

30 % des

habitants se

rendent à leur

travail en

vélo »

Les habitants des capitales nordiques sont les plus satisfaits des installations culturelles et des espaces verts de leur ville

Parmi les indicateurs de perception figure l'indice de satisfaction des installations culturelles telles que les salles de concert, les théâtres, les musées et les bibliothèques.

Les citoyens de Stockholm (97), Copenhague et Helsinki (96 chacune), Paris et Rotterdam (95 chacune) étaient les plus satisfaits des installations

culturelles de leur ville en 2004, à l'inverse des citoyens de Malaga (52), Braga (53) et Héraklion (55). S'agissant des espaces verts, les citoyens de Helsinki et Stockholm (91 chacune), Munich (90) et Rennes (89) étaient les plus satisfaits, à l'inverse de ceux de Héraklion (27), Athènes (35) et Naples (38).

Les lauréats en matière de transports urbains : les cités scandinaves, les Pays-Bas et la Hongrie

Copenhague, à l'instar d'autres villes scandinaves et baltiques, détient le plus long réseau de transport public par habitant. Un réseau de transport public étendu est également disponible au Portugal, au Luxembourg, en Irlande du Nord et dans la plupart des villes italiennes et slovènes. Les villes polonaises, en la matière, sont plutôt mal placées.

Les responsables de l'Annuaire 2005 d'Eurostat ont aussi analysé les modes de transport choisis pour les trajets domicile-lieu de travail. Budapest et Mis-

kolc, en Hongrie, ainsi qu'Ostrava et Brno, en Tchécoslovaquie, comptent la plus forte proportion de population active recourant au chemin de fer, au métro, au bus et au tramway pour les navettes quotidiennes.

A Groningen et Enschede, aux Pays-Bas, et Umea, en Suède, plus de 30 % des habitants se rendent à leur travail en vélo tandis que les Britanniques utilisent essentiellement leur automobile : près de 90 % à Wrexham, à Stevenage, à Worcester et à Gravesham.



Berlin : Europe Métropoles rencontre la « Confederation of European Councillors »



Europe Métropoles a participé à la 6ème Conférence annuelle de la "Confederation of European Councillors" (CEC), qui a eu lieu du 12 au 14 octobre 2005 à l'hôtel Park Inn à Berlin. La CEC souhaite élargir le champ de son action à travers le déve-

loppement de nouvelles relations avec des gouvernements et des conseillers locaux dans l'ensemble de l'Europe. Berlin paraissait le lieu idéal pour la conférence. Au cours de cette conférence, Europe Métropoles a pu faire partager son expérience de mise en réseaux de conseillers locaux et régionaux en présentant les diverses possibilités d'échange et de coopération mais aussi les difficultés rencontrées. La conférence a également permis un rapprochement entre les deux associations qui renforcera, à l'avenir, leur coopération.

Ils ont dit...

Services publics dans les transports : Jacques Barrot précise sa pensée

Jacques Barrot, vice-président de la Commission européenne chargé des transports, a assuré à Thierry Breton, ministre français de l'Economie et des finances qu'il recevrait pour le dossier SNCM, qu'il veillera au respect d'une concurrence équitable pour les liaisons maritimes entre le continent et la Corse : "Dans le cas d'une entreprise publique ayant déjà reçu d'importants financements publics et connaissant des difficultés financières récurrentes,

la cession du capital à des opérateurs privés, prévue par le gouvernement français, est essentielle pour garantir que le financement public ne sera pas répété et pour crédibiliser, économiquement et juridiquement, la viabilité de l'entreprise. " Jacques Barrot a souligné que le droit communautaire permet aux pouvoirs publics de financer des liaisons de service public lorsqu'elles sont " *exécutées de manière transparente et non discriminatoire* ".

José-Manuel Barroso veut une décision sur les perspectives financières

Bien que les perspectives financières de l'UE 2007-2013 ne soient pas inscrites à l'ordre du jour de la réunion informelle de Hampton Court, le 27 octobre, José-Manuel Barroso, président de la Commission, a indiqué, le 20 octobre, que la Commission insistera « sur l'urgence d'aboutir à une décision en décembre ». « Faute d'accord, a-t-il ajouté, les moyens d'assurer un fonctionnement normal de l'Union sont en péril. »

Il a réaffirmé « qu'il n'y aurait pas d'accord » sans accord du Parlement.

Gerardo Galeote, député européen et président de la commission du Développement régional du Parlement, avait estimé qu'il est « vital que les chefs d'Etat et de gouvernement se mettent d'accord en décembre sur les perspectives financières, sous la présidence britannique.(...) Le Parlement ne saurait entériner n'importe quel accord. Celui-ci doit avoir pour fondement les principes de solidarité et une approche pas à pas, tant pour les anciens que pour les nouveaux Etats membres. »

23 rue de Saint Petersburg
75008 Paris
FRANCE

Tél: +33 (0)1 58 59 00 10
Fax: +33 (0)1 58 59 00 11
Email:
contact@europemetropoles.com